

Yvette Veyret  
29 septembre 2007

## **Quelques questions autour du développement durable**

Yvette Veyret est Professeur de géographie à l'Université Paris 10 Nanterre et Présidente du Comité National Français de Géographie.

Le développement durable est désormais omniprésent : en France, un Ministère y est consacré depuis quelques années, et les firmes incluent le développement durable dans leurs objectifs et leurs pratiques. L'agriculture, le commerce, les transports, le tourisme, intègrent le développement durable. Une notion aussi largement utilisée peut-elle encore être crédible ? Quelles sont les limites de cette notion ?

Les mouvements écologistes, à l'origine du développement durable, ont mis en avant la nécessaire protection de la nature impliquant l'exclusion de l'homme, de ses activités et des aménagements dans des espaces qui devaient être, selon les tenants de ces thèses, de plus en plus étendus. La science écologiste née au XIXe siècle en Allemagne a, dès ses origines, exclu l'homme de son champ de recherche. La société n'est intégrée dans celui-ci (P.Duvigneau 1974, puis F. Ramade 1981) qu'à partir des années 1970. Elle est alors considérée comme responsable de dégradations, de modifications voire de destructions des « grands équilibres » de la planète.

L'écologie scientifique a longtemps été fondée sur une approche fixiste (elle étudiait un écosystème à un moment donné, sans envisager de temporalités) justifiant ces notions « d'équilibre » voire de « temps zéro » de référence qui se marient mal avec l'intervention des sociétés.

Cette double position - exclusion de l'homme et analyse de nature fixiste - est présente dans la plupart des discours et des positions des écologistes d'aujourd'hui, souvent à leur insu. La discipline scientifique et plus encore ses avatars politiques n'ont pas toujours suffisamment effectué un travail d'épistémologie pourtant nécessaire pour décrypter les discours actuels.

À la volonté de protéger la nature des actions anthropiques, les mouvements écologistes dès la fin du XIXe siècle, (cf. le Sierra Club dès la fin du XIX aux Etats-unis), ont répondu par la mise sous cloche d'espaces d'où les sociétés sont exclues. Les parcs nationaux et les réserves se multiplient, et dans bien des cas on déplace, parfois de façon violente, des populations locales qui deviennent des "déguerpies" comme elles se nomment en Afrique. Elles doivent quitter des espaces de vie où se trouvaient leurs ressources, leurs repères culturels et culturels.

Un tel point de vue et de telles pratiques ont assez vite révélé leurs limites. À l'opposition des populations des pays en développement peu désireuses d'être déplacées s'est ajoutée la difficulté de parvenir à une protection effective des espaces « naturels ». La protection est souvent plus sur le papier que dans la réalité (on parle parfois de « parcs de papier »). Les mouvements écologistes ont donc infléchi leurs positions dans les années 1980.

La *Stratégie pour la conservation* publiée en 1980 par l'UICN (Union internationale de conservation de la nature), le PNUD et le WWF, témoigne de cette évolution au moins dans les textes. On passe de la protection excluant l'homme, à la conservation acceptant un usage raisonné des espaces à protéger. Mais la réalité de terrain reste bien souvent proche de la protection et nombre d'associations de protection de la nature demeurent dans la même logique, le WWF ne réclame-t-il pas aujourd'hui encore une augmentation substantielle des espaces à protéger... La Conservation constitue cependant une avancée indéniable.

Ces positions ont été habilement intégrées au sein des organismes internationaux en mal de reconnaissance et à la recherche d'objectifs mondiaux. Les mouvements écologistes se sont ainsi rapprochés de l'ONU et de ses différentes organisations. Pour ce faire, ils insistent sur la dimension globale de la situation de crise de la planète, utilisant des discours fortement dramatisés. Ils mettent en avant les dangers encourus par la biodiversité avant que le changement climatique ne prenne le relais. D'autres thèmes autour de la forêt ou de l'eau apparaissent aussi qui vont permettre de définir des "biens communs de l'humanité". À problème global il faut des réponses globales issues d'un organisme unique capable de définir ce qui est bien pour la nature et de là, la manière de gérer le monde. Tels sont apparus les objectifs de certaines grandes ONG à Rio lors du sommet de la terre (1992)

Les inquiétudes pour la nature issues des organisations écologistes avaient déjà trouvé un écho en 1968 dans les travaux du Club de Rome et dans le rapport Meadows qui suit (1972). Le rapport Meadows dénonce une crise de société à l'échelle planétaire qui nécessite des réponses rapides. Une réflexion nouvelle sur le devenir du monde, sur les modes de production s'affirme dès lors et s'ajoute aux dénonciations et aux propositions écologistes. Les grandes conférences déjà nombreuses dès la fin du XIXe siècle et qui concernaient le devenir de la faune, s'élargissent et se multiplient. En 1972 a lieu celle de Stockholm qui témoigne de la prise de conscience de la globalité des problèmes affectant la planète. Des solutions sont proposées alors au travers de « l'écodéveloppement » qui tente d'associer écologie, économie et savoirs locaux pour de nouvelles manière de gérer la planète (I. Sachs), mais qui n'a pas abouti en raison de l'opposition des Américains peu désireux d'être gênés ou contestés dans leurs pratiques géopolitiques.

À partir des années 1970, on quitte donc les questionnements exclusivement écologiques pour passer à des analyses plus larges incluant l'économie, le social, et dans le sens plein du terme, le politique. C'est un tournant majeur qui conduit au développement durable, objet social et politique, intégrant les temporalités puisqu'il inclut la question des générations futures (sans précision de durée d'ailleurs). On passe donc d'une approche naturaliste à une approche sociale, intégrant aspects écologiques, sociaux, économiques.

Ce tournant s'effectue véritablement au moment où l'idéologie communiste qui a marqué le XXe siècle s'effondre. Le développement durable apparaît donc comme une nouvelle manière de penser le monde, une volonté de fournir des réponses aux inquiétudes globales. Il se présente comme une sorte de consensus qui devrait satisfaire toutes les sensibilités. Le développement durable semble en effet devoir aller de soi, exclure le conflit. Qui en terme global peut être contre la protection de l'eau ? La qualité de l'air ? La protection de la biodiversité ? Mais la mise en œuvre de ce « consensus » est responsable de nombreux problèmes et de fréquents conflits. On devrait dès lors plutôt parler de développements durables, pour souligner que la mise en œuvre du développement durable doit répondre de manière spécifique aux différentes questions posées par les populations et à différentes échelles. Beaucoup de solutions spécifiques ne sont pas généralisables.

Dès lors de nouvelles et fondamentales questions se posent.

Quelle société le développement durable implique-t-il ? Si comme les mouvements écologiques le soulignent la société est responsable des dysfonctionnements de la nature, ne convient-il pas alors de modifier ses pratiques, de réduire ses effets. Ainsi les questions de capacité de charge, d'empreinte écologique sont régulièrement mises en avant. Les notions de besoins, de satisfaction des besoins plus ou moins élémentaires sont parfois évoquées. Or, comment définir des besoins élémentaires, alors même que nos sociétés occidentales regorgent de biens de consommation et gaspillent de grandes quantités de ressources ? La notion même de développement fait problème, celle de croissance plus encore, quant à celle de décroissance largement mise en avant par certains mouvements tels ATTAC, elle suscite bien des interrogations. Le développement durable devient alors non seulement un objet social mais un objet politique au plein sens du terme. Les choix qu'il peut justifier sont des choix de société

Quelle réponse le développement durable apporte-t-il en terme d'inégalités sociales ? De partage des ressources ? L'équité sociale demeure souvent marginale dans les approches les plus courantes du développement durable et dans les tentatives de mise en application du concept. Comment le développement durable s'inscrit-il dans la question du développement des pays du sud ? Là encore les propositions émanant des grands organismes internationaux (par le biais de la banque mondiale notamment), des ONG, sont calquées sur les pratiques et les choix des pays riches et ne correspondent guère aux attentes des politiques et des populations des pays en développement. Le développement durable n'a pour l'instant guère contribué à faire avancer ces questions pourtant fondamentales.

Doit-on privilégier l'approche *top-down* ou entrer en développement durable par le *bottom-up* ? Faut-il privilégier l'échelle locale ou l'échelle globale ? Comment articuler les deux ? La mise en œuvre du développement durable venu du haut est souvent mal perçue par les politiques et les populations locales qui la comprennent mal et y voient une forme d'ingérence intolérable des pays riches. Issue du bas, des citoyens, la mise en œuvre de politiques locales de développement durable peut aller à l'encontre d'objectifs plus vastes et le phénomène NIMBY est dans bien des cas difficile à éviter ou à dépasser. L'émergence du développement durable va de pair, on l'aura compris avec, la multiplication des ONG. Et l'augmentation indiscutable de leur pouvoir. Or quelle fiabilité accorder à ces organisations ? Notamment en terme démocratique ? Les relations existant entre les ONG de protection et les grands organismes internationaux, permettent aux Américains notamment, d'instrumentaliser les ONG comme en témoignent les rapports qui existent entre les ONG et la Banque mondiale. Certaines ONG de protection sont fortement impliquées dans des politiques dont les effets sont parfois discutables (la certification notamment celle des bois et des forêts) (M.-Cl. Smouts).

Aujourd'hui la mise en œuvre de politique du développement durable concerne de nombreux domaines d'activités. On parle d'agriculture durable, de tourisme durable... La ville devient durable. Dans tous les cas, des essais de réduction des pollutions, d'une insertion plus harmonieuses des activités dans les paysages, d'un cadre de vie de meilleure qualité, témoignent de ces mises en application. Mais les résultats restent partiels en dépit de la promulgation de nombreuses réglementations notamment en Europe et/ou en France. Le développement durable peut certainement contribuer à une meilleure qualité de vie en terme de pollution, d'espaces verts... mais peut-il résoudre les problèmes liés aux inégalités socio-spatiales ? Cela reste plus discutable.

De même dans les pays en développement, une meilleure qualité de vie est indissociable d'un développement socio-économique dont les modalités de mise en œuvre demeurent encore très discutées. Les modèles issus des pays industrialisés ont fait long feu. L'ingérence écologique est difficilement acceptée par les pays du sud ce qui se conçoit aisément, de sorte que le développement durable apparaît encore largement aux yeux des pays en développement comme "un luxe de riche", une série de "y-a-qu'à" simpliste et simplificateur, quand il n'est pas perçu non sans quelques raisons comme une manière de mieux traiter la nature que les humains.

Yvette Veyret

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)